



## Chapitre B-6

### LOI SUR LES BOMBES LACRYMOGÈNES

#### 1. Dans la présente loi:

«bombe lacrymogène»;

1° Les mots «bombe lacrymogène» désignent tout appareil ou dispositif servant à projeter ou émettre un gaz ou toute autre substance qui provoque les larmes;

«personne».

2° Le mot «personne» comprend également une société ou une corporation.

S. R. 1964, c. 47, a. 1.

Infractions.

#### 2. Quiconque:

a) N'étant pas muni d'un permis encore en vigueur, a en sa possession, ailleurs que dans sa maison, sa boutique, son entrepôt, son bureau ou sa place d'affaires, ou porte, cachée sur sa personne, une bombe lacrymogène; ou

b) Vend ou, sans excuse légitime, donne ou prête une bombe lacrymogène à quiconque n'est pas porteur d'un permis encore en vigueur; ou

c) Dans le cas de la vente d'une bombe lacrymogène, néglige de faire une entrée de cette vente et de sa date, du nom de l'acheteur, de la date et du lieu de l'émission du permis et du nom de celui qui a émis ce permis, ou néglige d'envoyer, sous pli recommandé ou certifié, un double de cette entrée à la personne qui a émis ce permis, ou néglige d'inscrire au dos du permis la date et le lieu de la vente et le nom du vendeur; ou

d) Émet un permis prévu par la présente loi, sans autorisation légitime, — commet une infraction à la présente loi et est passible des peines ci-après édictées.

S. R. 1964, c. 47, a. 2; 1975, c. 83, a. 84.

Forme et émission du permis.

3. Le permis prévu par l'article 2 est fait en la forme prescrite par le procureur général et est émis gratuitement par le directeur général de la Sûreté du Québec et à la discrétion de celui-ci.

Durée.

Ce permis demeure en vigueur durant la période de temps qui y est mentionnée, qui ne doit pas excéder douze mois.

S. R. 1964, c. 47, a. 3; 1968, c. 17, a. 97.

- Preuve. **4.** Le permis ci-dessus mentionné, lors d'un procès pour infraction à la présente loi, est une preuve *prima facie* de son contenu et de la signature de la personne par laquelle il est censé avoir été émis.  
S. R. 1964, c. 47, a. 4.
- Suspension de l'application. **5.** Chaque fois qu'il le juge opportun dans l'intérêt public, le gouvernement peut suspendre l'application d'une quelconque des dispositions de la présente loi dans la partie du Québec et pendant la période de temps qu'il juge à propos.  
S. R. 1964, c. 47, a. 5.
- Personnes exemptées. **6.** Rien dans la présente loi ne doit s'appliquer au fait d'avoir sur soi ou au port, par tout membre des forces navales, militaires ou de la milice de Sa Majesté, ou par tout agent de la paix ou officier d'immigration, une ou des bombes lacrymogènes, ou à toute vente de bombes lacrymogènes faite de bonne foi par un fabricant ou une personne engagée dans un commerce de gros de bombes lacrymogènes à toute personne trafiquant de bonne foi de ces articles et ayant une place d'affaires établie et fixe.  
S. R. 1964, c. 47, a. 6.
- Fouilles et saisies. **7.** Tout constable ou agent de la paix peut fouiller toute personne qu'il a raison de croire et croit vraiment avoir sur elle une ou des bombes lacrymogènes contrairement aux dispositions de la présente loi, et peut saisir toute bombe lacrymogène illégalement en la possession d'une personne qui n'a pas le permis encore en vigueur, visé par la présente loi.  
S. R. 1964, c. 47, a. 7.
- Confiscation. **8.** Toute bombe lacrymogène possédée ou portée en contravention avec la présente loi doit être déclarée confisquée par le juge de paix, le juge des sessions ou le juge de la Cour provinciale saisi de la cause au profit de la couronne, et il en est disposé suivant les instructions du procureur général.  
S. R. 1964, c. 47, a. 8; 1965 (1<sup>re</sup> sess.), c. 17, a. 2.
- Peines. **9.** Toute personne qui contrevient à une disposition de la présente loi est passible, en sus des frais, d'une amende n'excédant pas cinquante dollars, et à défaut du paiement de l'amende et des frais, d'un emprisonnement n'excédant pas un mois et, au cas de récidive, en sus des frais, d'une amende de pas moins de cent dollars et de pas plus

de deux cents dollars, et à défaut du paiement de l'amende et des frais  
d'un emprisonnement n'excédant pas deux mois.

S. R. 1964, c. 47, a. 9.

**ANNEXE ABROGATIVE**

Conformément à l'article 17 de la Loi sur la refonte des lois (chapitre R-3), le chapitre 47 des Statuts refondus, 1964, tel qu'en vigueur au 31 décembre 1977, est abrogé à compter de l'entrée en vigueur du chapitre B-6 des Lois refondues.

© Éditeur officiel du Québec, 1978

## TABLE DE CONCORDANCE

**STATUTS  
REFONDUS, 1964**

**LOIS REFONDUES,  
1977**

**Chapitre 47**

**Chapitre B-6**

LOI DES BOMBES LACRYMOGÈNES

LOI SUR LES BOMBES LACRYMOGÈNES

---

ARTICLES

ARTICLES

REMARQUES

1 - 9

1 - 9

---

*La table de concordance fait état de tous les numéros d'articles, qu'ils aient changé de numérotation ou non. Quant aux autres divisions (i.e. partie, chapitre, section, sous-section, paragraphe, etc. . .), s'il en est, il en est fait état que si elles ont changé de numérotation.*

*Le terme « omis » dans la colonne « Remarques » vise l'article qui n'apparaît pas dans la refonte parce qu'il est sans effet, local, privé, d'objet accompli, temporaire, transitoire, non en vigueur, ou encore, parce qu'il est un article d'abrogation ou de remplacement.*

